

LA GAZETTE D'APACHE

NOVEMBRE 2024



Autrement Pour les Aménagements, les Contournements (routiers et ferroviaires) et l'Habitat de l'Est Lyonnais

La RÉUNION PUBLIQUE D'APACHE s'est tenue le JEUDI 10 OCTOBRE 2024, suivie de l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

On ne peut que regretter le manque de personnes dans la salle, une trentaine, alors que les sujets abordés touchent l'ensemble de la population miolande.

Si vous n'étiez pas là, vous avez loupé quelque-chose...

En effet, la présence d'une représentante de la Métropole et des représentants de la mairie que nous remercions, ont fait qu'un dialogue intéressant s'est établi et nous avons eu à cœur de montrer, que la population miolande n'en pouvait plus des décisions prises et soutenues principalement par la Métropole.

- Report du trafic sur l'A46 sud avec un déclassement de l'A6/A7, au mépris de tous les échanges ultérieurs et sans proposer de solutions alternatives.

- Offre en transport en commun misérable sur notre commune avec des parkings relais surchargés notamment à Vénissieux.

- L'imposition de trains de fret sur la ligne entre Mions et Saint-Priest et le doublement des voies avec pour prétexte le RER à la Lyonnaise alors que la raison de fond est tout autre.

- Les nuisances causées par les avions de l'aérodrome de Corbas et la volonté de la Métropole de ne pas tenir compte de la demande des riverains que nous sommes, de pouvoir siéger au comité de pilotage de l'aérodrome pour pouvoir défendre notre environnement.

Ce sont les principaux points qui ont été abordés fermement, en espérant que nos propos seront entendus...

Un grand merci aux représentants de la municipalité qui nous ont soutenus, à la représentante de la Métropole qui était présente et qui a fait que cet échange a pu avoir lieu, au président de MARIBA qui a étayé nos arguments concernant les problèmes de nuisances aéronautiques, au président de FRACTURE qui est intervenu pour expliciter les positions de la fédération dont nous faisons partie et à la correspondante du Progrès pour informer sur notre travail.

Notre député qui était à l'assemblée nationale nous a prié de l'excuser tout en rappelant qu'il passait notre message au ministre des transports qu'il devait rencontrer avec notre souhait d'un RDV à Paris ou mieux sur notre territoire pour faire comprendre nos positions.

APACHE

Adhésion possible via notre partenaire HELLOASSO

Découper ce bon et le déposer dans la boîte aux lettres d'APACHE à la Maison des Associations 7, Allée du Château - 69780. MIONS apache.mions@gmail.com www.apache-mions.fr

Adhésion individuelle : 10 €, - Adhésion familiale : 15 € (chèque à l'ordre de «APACHE»)

Nom.....Prénom(s).....

Adresse.....

N° de tél.....Portable.....

Adresse Email.....

En cas d'adhésion familiale, prénoms et date de naissance des autres membres de la famille :.....

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE :

L'assemblée générale qui a suivie la réunion publique a permis de faire le point sur les actions de la saison passée et sur l'état de nos finances.

En étant adhérent, vous pouvez voir l'intégralité de la présentation seulement à l'adresse :

http://www.apache-mions.fr/PDF/AG/AG_Apache_2024.pdf

Nous avons eu l'honneur d'accueillir un nouveau membre au sein de notre C.A., Mr Christophe LAGNOUS.

COMPOSITION DU BUREAU

A été élu lors du CA du 23 Octobre : Président : Gérard LAROZE

Vice-président : Bruno VANANTY - Secrétaire : Chantal BEURRIER - Secrétaire adjointe : Catherine KUNTZ - Trésorier : Bernard VUILLAUME - Trésorier adjoint : François BRUMENT
Webmaster : Pierre KUNTZ - Gazette master : Maurice JULLIEN

MEMBRES DU CA :

Yannick GOURAUD - Yolande LOBA - Philippe GOURAUD - Christophe LAGNOUS - Michel PEYRAT

Les polyfluoroalkylées (PFAS ou polluants éternels) :

Nous nous sommes mobilisés au mois de juin pour faire des prélèvements d'eau sur Mions et nous avons participé à des prélèvements de terre sur 14 communes de l'est lyonnais afin de vérifier si elles étaient contaminées avec les PFAS.

En ce qui concerne l'eau, aussi bien celle du robinet que celle prélevé au niveau d'un puits sont conformes.

En ce qui concerne les prélèvements de terre, le laboratoire canadien avec lequel nous travaillons est en phase de finalisation des 200 échantillons qui lui ont été remis et qui ont été prélevés autour de Lyon.

Une conférence publique de restitution des résultats en présence du chercheur qui a conduit l'étude va être organisée courant décembre.



Nous ne manquerons pas de vous informer prochainement de la date et du lieu de cette conférence.

Il faut savoir qu'une proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances per et polyfluoroalkylées (appelées aussi polluants éternels ou PFAS) a été adoptée à l'unanimité en première lecture à l'assemblée nationale et au sénat. Elle doit être adoptée en deuxième lecture à l'assemblée pour être définitivement adoptée.

Le texte prévoit entre autres :

- Une interdiction dès 2026 de la fabrication, importation, exportation de certains produits contenant des PFAS. (Cosmétiques, farts, textiles, chaussures...)
- Une anticipation d'un an de l'intégration de 20 PFAS dans le contrôle de l'eau potable.
- Une trajectoire de réduction des PFAS dans les rejets aqueux des installations industrielles tendant vers une émission à zéro d'ici 5 ans.
- Une redevance sur les émissions de PFAS dans l'eau payée par les installations soumises à autorisation.

Nous sommes sur la bonne voie pour la sortie de l'utilisation de ces « polluants éternels » afin de protéger notre santé, l'environnement et le droit des générations futures à vivre dans un environnement sain.



COMMUNIQUE DE PRESSE FRACTURE

La Fédération FRACTURE dénombre 28 communes réunies en 10 associations locales qui militent pour le respect de l'environnement et celui des populations impactées en Région par les infrastructures routières et ferroviaires

Les événements climatiques du 17 et 18 octobre 2024 dans le Sud lyonnais avec la coupure de l'A47 et de la ligne ferroviaire St Etienne -- Lyon ont montré une fois de plus la fragilité de toutes les infrastructures de mobilités sur l'agglomération lyonnaise.

Car à force de tout empiler au même endroit et toujours repousser à plus tard les travaux routiers et ferroviaires, l'Etat a créé cette problématique de zéro alternative pour la mobilité dès qu'il y a un accident important.

Constats : le pont de Givors fermé pendant 2 jours, pont de Vernaison vieillissant, pont de Pierre Bénite saturé et éloigné, la ligne ferroviaire St Etienne-Lyon (la plus chargée de France avec 20.000 usagers /jour) est trop souvent en travaux tant elle est dégradée et qui ne sera pas rouverte avant le 10 novembre 2024 au mieux. Tous ces faits démontrent une anticipation défailante de la part de l'Etat.

Pour mémoire la Fédération FRACTURE avait déjà dénoncé cette incurie lors de l'accident routier de camion sur l'A7 au nœud de Ternay en mai 2022, qui avait bloqué des milliers d'automobilistes pendant de très nombreuses heures et embolisé par répercussions l'ensemble de l'agglomération lyonnaise, par manque d'alternatives.

Alors FRACTURE pose encore une fois deux questions : où sont les résultats des nombreuses études payées par les collectivités et les alternatives de mobilité promises ? Le travail fourni par l'Etat (DREAL) ces dernières années sur ces sujets n'a jamais été communiqué, pourquoi ?

Voici quelques exemples : avec le déclassement des sections routières lyonnaises A6-A7 qui est déjà effectif depuis 2017, celles-ci devaient en compensation être obligatoirement adossées à l'Anneau des Sciences dans l'Ouest lyonnais mais finalement ce projet a été annulé. Même sort en ce qui concerne le véritable GRAND contournement routier Est de la Métropole de Lyon pour 2030. Où sont les résultats ?

En 2022, les études de la mise à 2x3 voies de l'A46-Sud ont été suspendues afin d'examiner des alternatives bien plus pertinentes. Ces alternatives

devaient être rendues pour septembre 2023. Où sont les résultats de ces études alors que nous sommes fin 2024 ?

Par ailleurs, nous attendons toujours les résultats des études datant de 2019 concernant la concertation du Nœud Ferroviaire Lyonnais (NFL) dans laquelle on nous a vendu la mise à 4 voies de la ligne ferroviaire Grenay -- St Fons, ce pour le développement du RER à la lyonnaise. Or en réalité, finalement, au lieu de servir au transport des personnes du Sud-Est lyonnais vers Lyon, cette ligne va malheureusement servir à faire circuler du fret ferroviaire dangereux (en particulier en raison de l'apport de la future ligne Lyon-Turin). Bref le projet est en réalité de toujours faire-passer le fret via la Métropole lyonnaise, mais à savoir la ligne historique Mions, St Priest, Corbas, Vénissieux ... Pourquoi ? Parce que le tracé CFAL-Sud que FRACTURE défend sur un tracé alternatif le long de la Ligne ferroviaire LGV est la grande absente des débats. Pourquoi ces études-là n'ont-elles pas été en adéquation avec le projet final de véritable grand contournement du fret ferroviaire ?

En 2018, le projet d'autoroute A45 entre St Etienne et Lyon est devenu caduque afin de privilégier des alternatives sur l'A47 existante qui étaient les suivantes : le doublement du pont de Givors-Ternay, une bande d'arrêt d'urgence sur l'A47, le contournement de Givors, une meilleure liaison avec les gares.

Ces alternatives devaient être réalisées avant fin 2024 grâce aux 400 millions que l'Etat avait sanctuarisés. Question : où sont passés les fonds de l'Etat pour grandement améliorer la fluidité et la sécurité de l'A45 ?

Nous demandons à ce que l'argent investi dans toutes ces études puisse enfin servir à améliorer la mobilité de nos concitoyens avec de véritables résultats et que les institutions organisatrices des mobilités (Etat, Région, Sytral) fassent chacune leur part en cohérence les unes avec les autres. Leur inaction respective jette l'opprobre sur leur capacité à nous aider et nous fait douter de leur réelle volonté à travailler ensemble pour le bien-être des citoyens de ce territoire.

